

AUJOURD'HUI

Bimensuel libertaire

Soyons Direct !

Direct! c'est le nom que s'est donné, après une année d'existence d'AUJOURD'HUI, le collectif qui s'organise autour du journal; autrement dit, c'est nous. La réalisation du journal constitue l'une de nos activités, mais elle ne doit pas demeurer la seule. Nos lecteurs connaissent déjà certaines de nos idées... Rappelons-les brièvement : nous sommes pour l'égalité économique, pour l'autogestion, pour une organisation collective de la vie sociale qui respecte véritablement l'environnement et où tous puissent participer aux décisions qui les concernent.

La démocratie libérale actuelle ne répond pas à nos attentes. Elle repose sur une égalité abstraite. C'est un cliché de le dire, mais la liberté qu'elle postule n'existe que pour quelques-uns : c'est celle du renard dans le poulailler. En tant que libertaires, nous ne pensons pas que l'État et ses institutions (votations, élections) puissent favoriser notre projet. L'État n'est pas une institution neutre, face à laquelle nous serions tous égaux et qu'il suffirait de conquérir pour transformer la société. Tous peuvent constater que les capitalistes s'appuient sur le cadre légal des systèmes étatiques et que les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, les soutiennent. Par ailleurs, dans les pays où les ressources ont été centra-

lisée dans le cadre de l'État (les prétendus pays communistes), la division de la société en classes et l'exploitation des travailleurs n'ont pas disparu, bien au contraire.



Malheureusement ce constat, tout comme la dénonciation des injustices et autres méfaits du système, ne feront pas en tant que tel changer les choses. Il est utile de décortiquer les mécanismes politiques et économiques qui dominent nos existences et de réfléchir à une autre organisation sociale, mais il faut pouvoir aller plus loin.

Celles et ceux qui n'ont pas accès aux richesses, qui sont exploités dans leur travail, brimés dans leur lieu de formation ou qui sont au chômage... peuvent avoir une certaine propension à la révolte. C'est en leur sein qu'à l'origine est né le mouvement libertaire et que certaines de ses pratiques (grèves, manifestations, occupations, boycott, etc). réapparaissent périodiquement de manière spontanée. C'est pourquoi nous

sommes partisans du développement de structures de résistance de base à caractère syndical, non bureaucratisées, ni autoritaires et/ou corporatistes, au contraire des modèles d'organisation que l'on rencontre généralement en Suisse. La résistance directe et collective n'est pas seulement un moyen d'obtenir des améliorations ponctuelles, elle constitue aussi, à nos yeux, la préfiguration de la société future que nous voulons construire.

Le capital n'a pas de frontière; les armes nucléaires sont en mesure de détruire la planète; les atteintes régionales à l'environnement ont des conséquences planétaires, etc. Pour ces raisons et parce que nous sommes profondément internationalistes, nous ne pouvons limiter notre engagement aux frontières de notre petit pays. C'est pourquoi nous faisons partie, en tant que groupe ami, de l'Association internationale des travailleurs (AIT), dont l'engagement anarcho-syndicaliste correspond à notre volonté de nous inscrire à la fois dans l'anarchisme social et dans les luttes des exploités contre le système capitaliste.

Bientôt, ceux qui s'intéressent à notre projet pourront nous rencontrer à l'occasion de réunions publiques et lors des permanences que nous tiendrons à notre local, dès le mois de mars.

DIRECT!

Chili

Victimes et opposants persécutés

Au moment où les Lords anglais devraient finalement décider du sort de Pinochet, celles et ceux qui, au Chili, refusent l'oubli imposé par la « réconciliation » nationale et contestent le régime actuel sont victimes de menaces et de violences de la part des forces de police ou de groupes paramilitaires « clandestins »

L'arrestation de Pinochet a provoqué des mouvements de joie dans les milieux populaires, parmi les défenseurs des droits de l'homme, les familles des disparus et des victimes de la dictature... Mais à la suite de diverses manifestations, un climat de terreur est en train de s'imposer. De nombreux opposants connus subissent des menaces, des violences, et beaucoup ont dû se cacher pour protéger leur vie. Parmi ces personnes se trouve Hector Pavelic Sanhueza — secrétaire de la section chilienne de l'AIT (Association internationale des travailleurs) — qui a dû récemment s'expatrier, suite à des menaces de mort tout à fait explicites.

Pavelic est lui-même un rescapé du camp de concentration de Pisagua. Sa femme a été assassinée et sa mère — vétérane de la guerre civile espagnole — est morte sous la torture en 1974. Son enfant, de trois ans à l'époque, fait partie des disparus, tout comme son cousin Williams Millar Sanhueza.

Dans une déclaration publique faite au Chili, à la fin de l'année dernière, Pavelic expliquait que

ceux qui ont souffert dans leur être « ne réclament pas de vengeance, mais la justice. Cette justice sociale, pour laquelle ils se sont battus et qui leur est refusée au nom d'une démocratie où les faibles continuent à être exploités ». Il dénonçait aussi l'irréalisme de ceux qui prétendent que le dictateur puisse être jugé au Chili, « car il faudrait commencer par juger les membres de la Cour suprême qui ont avalisé les lois d'amnistie et protégé les criminels... ». Évoquant les menaces, qui visent aujourd'hui les témoins, Pavelic achevait ses propos en affirmant que celles-ci « ne pourront jamais effacer l'histoire ».

Toujours à propos du Chili, nous venons d'apprendre que le 5 février dernier, des affrontements ont eu lieu dans la prison de haute sécurité de Santiago. Marcelo Gaete, prisonnier politique membre du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR)



a été grièvement blessé par une balle en caoutchouc. Les défenseurs des prisonniers politiques chiliens dénoncent les dures conditions d'incarcération qui leurs sont imposées et craignent qu'ils subissent des punitions et des représailles suite à ces événements.

M. Argerly

Suisse

Escroquerie à l'assurance

Il paraît que le déficit des assurances sociales a tendance à se creuser : demandez donc à votre patron ! Deux milliards, ce sont les arriérés de cotisations pour les assurances sociales, non payées par les patrons

Cela constitue une perte annuelle de 200 millions. En ne comptant que l'AVS et l'AI, les arriérés atteignent 872 millions à la fin de l'année 1997.

Dans le contexte actuel, l'État prétend qu'il faut avant tout préserver l'emploi. Aussi, lorsqu'une entreprise fait faillite, on ne s'inquiète pas que le patron la remette sur pied, quelques temps plus tard, avec une autre raison sociale, mais avec la totalité des actifs de l'ancienne. Ce faisant, l'entreprise transforme en capitaux nouveaux la somme qui dans l'ancienne entreprise était destinée aux assurances sociales. Dans bon nombre de cas, les employés licenciés ne toucheront pas leur deuxième pilier. Par exemple, dans le domaine de la construction, Ambrosetti n'avait pas versé leur dû aux ouvriers qui relevaient de l'assurance invalidité durant les dernières années d'existence de l'entreprise. Pour préserver l'emploi, il faut bien faire un peu cracher les employés.

Chacun d'entre nous a eu, un jour ou l'autre, des difficultés à payer une facture quelconque : qu'il se souvienne du harcèlement qu'il a subi alors pour le débiter de son fric. Ce n'est pas le cas pour les patrons qui, sauf cas trop flagrant, peuvent trauder l'État sans que celui-ci n'y voit à redire.

Face à ce genre de problème se pose la question des moyens de défense que pourraient mettre en œuvre les travailleurs. Même les plus naïfs ne peuvent imaginer de demander l'intervention d'un État largement complice. L'action juridique ? Mais il n'y a aucune violation d'une loi qui est faite pour garantir les intérêts des capitalistes. Reste les syndicats. Certes, ils dénoncent ces non-paiements, mais ils ne se donnent pas les moyens d'obtenir des résultats, car ce serait rentrer dans une confrontation avec les patrons qui mettrait en péril l'équilibre cogestionnaire.

Dino Mittaz

Italie

Répression de l'État italien

Andrea Macchieraldo, anarchiste italien, vient de se rendre à la police italienne après dix mois de cavale. C'est un des derniers épisodes dans la lutte qu'a engagé l'état italien à

Le 5 mars 1998, la police débarque sans ménagement dans plusieurs squats de Turin et procède à trois arrestations : Silvano Pelissero, Edoardo Massari et Soledad Maria Rosa, tous trois accusés d'appartenir à la bande des « loups gris ». Le 27 mars, alors que le tribunal reconnaît qu'ils n'appartiennent pas à cette organisation, la chambre d'accusation refuse leur libération. Le lendemain, Edoardo Massari se suicide dans sa cellule, tout comme Soledad Rosa qui elle se pend le 11 juillet, peu de temps après son assignation à domicile.

Sous prétexte d'explosions de bombes revendiquées par de mystérieux groupes révolutionnaires, la police perquisitionne, interpelle et emprisonne des individus connus pour leur participation active et publique dans les squats et dans la mouvance anarchiste, pendant que l'état fabrique des procès et que la presse italienne, se faisant l'écho des puissants, relaye le tout, ravie de pouvoir criminaliser tout un mouvement anticapitaliste. Depuis 1996, ce sont pas moins de 70 personnes qui ont été mises sous enquête pour motif de « bande armée » et « association subversive à but terroriste », dont une dizaine ont déjà purgé un an et plus de prison préventive.

VOYANT LA VAGUE MONSTRUEUSE S'AVANCER DÉSPÉRÉMENT CONTRE LE COURANT.



d'état à la manière des colonels en Grèce, les services secrets italiens et l'armée ainsi que certains hauts responsables démocrates-chrétiens au pouvoir au moment des faits. A la suite du chaos créé par la vague d'attentats, la situation aurait été favorable à une reprise en main musclée du pays. Alors, aujourd'hui, à qui profite donc tous ces attentats quand on pense aux énormes enjeux économiques et politiques

Les titres sont tirés de soutien aux anarchistes italiens de Grenoble et du recueil de lettres de prison de Silvano Pelissero, qu'on peut se procurer aux Editions déséquilibré, 1-3 rue Lissignol, 1201 Genève. Pour soutenir les prisonniers, on peut leur écrire: Patrizia Cadeddu, Carcere di San Vittore, Piazza Filangeri, 20133 Milano, Italie. Silvano Pelissero, CDA c/o el Passo, Via Passo Buole 47, 10127 Torino, Italie

Une nouvelle a eu l'effet d'une petite bombe dans le landerneau politico-militaire suisse, à en juger de la quantité d'encre et de salive qu'elle a fait couler. C'est souvenez-vous, l'an-

ne
it de
lées
s l'armée
a relative
nombre,
utables
enquête » a
ut, de la
on sur le
extré-
t accolé à
l'institution
pas par
par les
d'organisa-
ments qu'elle
it véhicule ?),
arquer un fait
émistes
rmée suisse
re ou de
rs suivre à
ne liste non-

exhaustive de certains forfaits constatés : insultes à l'égard d'étrangers ou de juifs (« cochon de juif estropié »), « éclats à coloration d'extrême droite », soirées « corsées », contacts avec des groupes néo-nazis. Nous cherchons toujours dans cette liste des faits et des actes que l'on pourrait reprocher à des « extrémistes de gauche », le registre xénophobie-haine-sexisme n'étant pas vraiment la tasse de thé de la gauche, extrême ou pas. Bref, il semble très commode de balancer une « info » en versant dans la philosophie de comptoir : les extrêmes se rejoignent, mon bon monsieur ! Serait-il tellement dérangeant d'admettre une bonne fois que l'armée est une institution très accueillante et réconfortante pour tout individu à poil ras, aux idées résolument près du képi ?

F. M.

Toutes les citations sont extraites du Courier, 27 janvier 1999.

Location des locaux commerciaux

Jeudi 4 février, deux-cent squatters, accompagnés de sympathisants et de quelques politiciens, ont investi un

immeuble, rue Guillaume-Tell, appartenant au Crédit Suisse, mais laissé vide depuis des années.

Les conditions de travail dans le bâtiment tuent encore

Bulle (FR), lundi 2 février : une grue de chantier tractée par un camion. Comme la grue menace de tomber, un ouvrier tente de placer une

cale sous les roues, il chute et est écrasé par les roues. L'ouvrier, âgé de 28 ans meurt sur place.

Source : Le Matin

Lecture

Souriez, vous êtes fliqués

La science-fiction a largement évoqué des situations inquiétantes dans lesquelles le contrôle de l'homme par l'homme s'effectue en recourant à des technologies sophistiquées. La brochure Contrôle urbain : écologie de la peur de Mike Harris ¹ présente ce futur qui est déjà notre présent

Cette brochure regroupe trois essais de Mike Harris, chercheur et critique américain autodidacte, s'intéressant particulièrement aux problèmes liant urbanisme, répression et luttes sociales. Mike Harris est particulièrement remarquable par sa démarche relativement atypique, à savoir qu'il préfère à l'isolement du chercheur dans sa tour d'ivoire l'immersion dans les milieux qu'il observe.

Le premier essai, qui donne son titre à la brochure, traite du nouvel urbanisme pensé et pratiqué dans la ville de Los Angeles, en Californie. Il commence par expliquer comment, suite à des émeutes survenues en 1965 et face à la « menace » d'un envahissement noir du centre ville, un comité secret d'urgence, utilisant les leviers politiques habituels et bénéficiant du soutien actif de la police (« un des acteurs principaux de la conception du centre ville »), s'est employé à stopper tout programme de rénovation du centre ville, afin de laisser place à ce que Harris appelle un « *survespace* », à savoir un espace urbain entièrement reconstruit principalement en fonction de critères de sécurité : vidéo surveillance et blindages de toutes sortes bien sûr, mais aussi totale refonte des cheminements piétonniers, contrôle des escalators et mise en place de « *verrous électroniques* » pour interdire l'accès à ce nouveau quartier, joliment baptisé du nom de « *Bunker Hill* » (la colline du Bunker). Dans cette logique de protection-surveillance, les « *grands immeubles* » se voient doter de systèmes de gestion de plus en plus perfectionnés – surveillance visuelle, auditive, mais aussi... olfactive! – (Harris évoque le jour où ils seront capables de gérer tout seuls, sans personnel de surveillance, les « *crises mineures* » en réagissant aux états émotionnels de leur population humaine) et « *engrangent une puissance de feu mortelle de plus en plus grande* ». Ce « *survespace* » a subi son épreuve du feu lors des célèbres émeutes de 1992, qui ont suivi l'affaire Rodney King (ce Noir tabassé par des policiers qui ont ensuite été acquittés) : alors que les quartiers environnants ont été mis à sac, Bunker Hill a été complètement isolé et n'a subi de déprédation d'aucune sorte. « *le succès de ce test n'a fait que stimuler la demande de sécurité à des niveaux encore plus élevés* ».

Au delà du centre ville fortifié se trouvent *barrrios* (quartiers à population hispano-américaine) et ghettos, dans lesquels la violence atteint des sommets. La seule défense sur laquelle peuvent compter les habitants de ces quartiers est celle qu'ils peuvent assumer eux-mêmes. En conséquence, beaucoup de gens sont



« Rodney King a découvert l'Amérique »

armés. Bien entendu, ces conditions nuisent aux propriétaires immobiliers, qui ont alors recours à des milices privées faisant penser aux *matadores* brésiliens, disposant même d'une infrastructure de rétention dans laquelle les conditions de détention s'apparentent à la torture. Dans ces quartiers où « *Même les graisseuses baraques à hamburger commencent à distribuer leur marchandise à travers des tourniquets de plastique à l'épreuve des balles* », les vendeurs de grillages et de barreaux font fortune.

Reste encore un problème à régler : celui du nombre grandissant de sans-abri jetés à la rue, victimes de l'organisation sociale des États-Unis. Pour faire face, les autorités, désireuses de préserver le centre ville de cette peu flatteuse vitrine, ont inventés le concept de « *zone d'endiguement des sans-abri* » (c'est le terme officiel!). Sans cesse, les sans-abri et autres classes dangereuses sont donc repoussés par la police dans un quartier défini, au nom du droit de la majorité vivant dans des « *zones sans drogue* » d'instaurer des « *dépotoirs sociaux* »². De nouvelles technologies permettraient d'effectuer ce travail plus efficacement et en gommant ce que la répression peut avoir de trop évidemment choquant : utilisation de « *discrets portiques de sécurité* » identifiant les passants en consultant des cri-

tères biométriques (par exemple, l'iris de l'œil) « *sans que le sujet en soit conscient* », surveillance par satellites et port de « *menottes électroniques* » ou de code barres.

A la fin de son essai Mike Harris signale la création, au centre ville, de « *simulateurs urbains* », en fait, de faux quartiers destinés uniquement aux loisirs et à la consommation des plus riches, et du problème écologique insoluble (et que personne n'envisage de résoudre) que pose la mégalopole de Los Angeles.

La place nous manque ici pour parler des deux autres essais de cette brochure. Signalons simplement que le second ouvre d'autres perspectives de compréhension des émeutes de 1992 que celles communément admises, et que le dernier traite d'un sujet, dont nous avons déjà parlé dans Aujourd'hui n° 31, à savoir le complexe carcéro-industriel aux États-Unis.

Mike Harris nous parle de Los Angeles et de la société américaine. L'Europe ne pas connaît la même réalité, mais les mêmes tendances lourdes sont à l'œuvre. Il suffit de constater autour de nous l'extraordinaire boum des moyens électroniques de surveillance et protection (vidéo, digicodes, etc.), la banalisation de l'utilisation des « *menottes électroniques* », le nombre croissant de vigiles, et le refoulement des plus pauvres loin des centres villes réaménagés en espaces de bureaux et de commerces sécurisés.

Y. Upstairs

1. Ed. Ab irato, 1998, Paris, 34 pages.
2. A l'origine de cette idée, l'idéologue reaganien Charles Murray, célèbre par son manifeste *Losing Ground* (1984), réquisitoire contre les dépenses sociales.

Vous pouvez commander cette brochure à :
éco-diffusion c/o Aide Mutuelle, cp 664, 1211 GE 4

AUJOURD'HUI est un bimensuel du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein de **DIRECT !**, groupe des Amies de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs). Le collectif de rédaction est constitué de non-professionnels, non-permanents et non-payés. **DIRECT !** est totalement autofinancé. Editeur responsable: Claude Cantini. Tirage: 600 ex. Adresse: **AUJOURD'HUI - DIRECT !** 24, rue de Montbrillant, CH - 1201 Genève CCP: 17-471708-7 e-mail: aujourd'hui@innocent.com